

VERS UNE NOUVELLE CULTURE TRANSNATIONALE ?

Jean RIVELOIS¹

Résumé

A travers une approche socio-politique, nous voulons montrer que le trafic de drogue suppose une organisation qui se greffe sur des structures héritées de pouvoir et de socialisation telles que la corruption, le clientélisme et l'usage de la violence ; ces structures font partie d'une **culture politique** où coexistent des formes anciennes et modernes d'exercice du pouvoir. Parmi les formes modernes d'exercice du pouvoir, nous prendrons en considération la **revendication démocratique** à laquelle aspirent chaque jour davantage les populations des pays du sud. Par leur ancrage dans l'illégalité, **les entrepreneurs de la drogue** peuvent remettre en question cette aspiration à davantage de démocratie, notamment parce qu'ils usent d'une violence extrême pour faire prospérer leurs activités, mais également parce qu'ils peuvent disposer d'une légitimité et d'une base sociale. De leur côté, les pouvoirs institués sont également en mesure de recourir à l'usage de l'arbitraire pour lutter contre les trafiquants ; ils peuvent encore être tentés de composer avec les trafiquants afin de récupérer une partie de cette manne financière, issue du commerce de la drogue et de dégager ainsi des ressources leur permettant d'amortir les effets de la crise économique. Des deux côtés, le trafic de la drogue constitue donc une limite à la modernisation ou à la consolidation démocratique des systèmes politiques.

En prenant comme objet de recherche le trafic de drogue, il s'agit de repérer les transformations en cours du système politique et de gouvernement. En effet, les différents acteurs impliqués dans le trafic sont porteurs de changements qui concernent autant l'Etat que les structures sociales. En ce sens, le trafic de drogue apparaît comme un objet qui reflète ces changements, mais également comme une cause des transformations politiques et sociales aux niveaux local, national et mondial. Il remet notamment en question les rapports Nord/Sud en déstabilisant le système des échanges économiques internationaux et en provoquant une mise sous tension des rapports politiques entre pays.

Sur les plans local et national, les transformations concernent les formes de socialisation ou d'exercice du pouvoir et de la domination ; elles débouchent sur des pratiques de redistribution des richesses qui font fi de l'opposition entre le légal et l'illégal ; c'est ainsi que se développe **une économie souterraine** (dont le fonctionnement obéit à des règles qui ne sont pas incompatibles avec celles du libéralisme) de plus en plus intégrée

¹Sociologue ORSTOM.

au fur et à mesure que la crise économique s'accroît. Il se produit dès lors un changement dans les modes de socialisation qui valorise **une nouvelle culture de la marge** qui tend à se généraliser dans les territoires périphériques ou centraux des villes des pays du Sud et du Nord. Il s'agit donc également de caractériser cette nouvelle culture en partant de l'analyse des causes, des moyens et des effets du trafic de drogue.

Localisation de la recherche et contexte politique local

Le terrain de recherche se situe à la frontière nord du Mexique ; cette région a été choisie parce qu'elle est une zone stratégique sur le plan géopolitique ; du fait que le Mexique se trouve au voisinage immédiat des Etats-Unis, les autorités américaines ont tout fait, ces dernières années, pour pacifier ce pays et s'assurer ainsi une sécurité à leur frontière Sud. Le Mexique est donc apparu comme un laboratoire pour les organismes internationaux de financement du développement ; en effet, après avoir mis en application un programme d'ajustement structurel qui a débouché sur une libération du commerce, une ouverture des frontières et une restructuration de son appareil industriel, ce pays a pu rejoindre "le bloc des grands" en adhérant, depuis le 1^{er} janvier 1994, au traité de libre commerce qui le lie aux Etats-Unis et au Canada. Malheureusement, la croissance des grands groupes industriels qui a résulté de ce processus, n'a pas permis de réduire les inégalités et a précipité de nouvelles catégories sociales dans le sous-emploi. Après la crise économique des années 1980, le Mexique a donc subi les contre-effets sociaux de l'ajustement structurel. Mais aujourd'hui encore, ce pays reste un laboratoire pour les organismes internationaux en ce que ces derniers y testent des politiques sociales dites de "solidarité" visant à réduire les effets déstructurants des politiques libérales.

Malgré les politiques sociales mise en application, l'Etat connaît une diminution de ses ressources, ce qui rend la redistribution aux clientèles traditionnelles (à partir desquelles l'Etat s'est lui-même constitué, et d'où il tire toujours sa légitimité) plus sélective et davantage inégalitaire, à un point tel que se posent des problèmes d'intégration, d'adhésion et d'identification de couches sociales de plus en plus nombreuses, au système socio-politique dominant. Telle est la raison pour laquelle de nombreuses activités illicites se sont développées ces dernières années et notamment le trafic de drogue. Cette dernière activité a d'autant plus facilement prospéré que le Mexique constitue un passage presque obligé pour la cocaïne provenant des pays andins, et qu'en outre, le pays — et sa région Nord, en particulier — est lui-même producteur de cannabis et d'opium¹ ; de ce fait, la région Nord du Mexique constitue un laboratoire

¹ Outre les productions locales comme la marijuana (vieille culture locale) et le pavot que l'on trouve sur le territoire des indiens Tarahumaras (ils occupent les cañons et les terres basses de la Sierra Madre occidentale), il faut rappeler que le Mexique est un important producteur d'opium (estimation de 85 tonnes en 1989) et le plus grand producteur mondial de cannabis (42.283 tonnes estimées pour la même année par The

intéressant des transformations culturelles, sociales, économiques et politiques qui peuvent découler de la croissance de ces activités illicites. La région frontalière du Nord du Mexique se distingue cependant du reste de la république mexicaine par certaines particularités :

- c'est une région qui connaît depuis longtemps une forte croissance économique, du fait de l'installation de nombreuses entreprises d'exportation¹ sur son territoire ; celles-ci bénéficient ainsi de la proximité du marché nord-américain, mais également des faibles coûts de la main d'oeuvre locale ;

- la croissance économique locale favorise le marché de l'emploi et attire de ce fait un flot de main d'oeuvre venant du reste du pays² ; la majorité de ces migrants se retrouvent coupés de leurs racines culturelles et sociales traditionnelles et se regroupent dans les centres urbains proches de la frontière ;

- la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis, plus qu'une délimitation entre deux pays, apparaît comme **la ligne de fracture** qui sépare le Nord et le Sud ; de ce fait, elle concentre autant les richesses générées par l'industrialisation que la pauvreté qui résulte de l'exploitation de la main d'oeuvre ; en outre, une partie chaque fois plus importante de la population (surtout parmi les jeunes générations, c'est-à-dire les enfants de migrants) est en voie — ou en situation — de marginalisation croissante, car l'intégration sociale passe de moins en moins par l'apprentissage d'un métier et par l'adhésion à la valeur "travail" ; de ce fait, un nombre croissant de jeunes se retrouve en situation de "disponibilité" professionnelle et prêt à "verser" dans le trafic de drogue ; l'organisation sociale qui constitue le fondement des activités illégales des trafiquants apparaît non seulement comme un ciment d'intégration sociale, mais également comme devant favoriser une promotion individuelle rapide et "socialement valorisée" à chacun de ses membres ;

- la région Nord est traditionnellement "écartée" entre sa proximité géographique avec les Etats-Unis et son appartenance politique à l'entité nationale mexicaine ; il en résulte une culture particulière s'exprimant à travers un régionalisme qui tourne ostensiblement le dos au "centralisme bureaucratique" de la capitale du pays ;

NNICC Report 1989, juin 1990) ; de plus, le Mexique est un des plus importants carrefours de toutes les drogues (marijuana, héroïne, cocaïne, amphétamines, hallucinogènes divers) qui inondent le marché nord-américain et notamment de la filière de la cocaïne fabriquée en Colombie dans les laboratoires du Cartel de Medellín.

¹ Ces entreprises peuvent être nationales, multinationales ou de type "maquiladoras" ; ces dernières sont des usines d'assemblage installées en zone franche sur le territoire mexicain et qui sont tenues d'exporter la presque totalité de leur production.

² Le programme "maquiladoras", élaboré conjointement par les autorités nord-américaines et mexicaines au début des années 1960, avait également comme objectif de freiner les migrations mexicaines vers les Etats-Unis.

- enfin, sur le plan politique, la région Nord apparaît comme un **laboratoire d'alternance politique**, ce qui la distingue du reste du pays ; ainsi, depuis 1986, c'est cette région qui a le plus contesté et affiché son refus de la domination sans partage exercée par le PRI¹ au niveau national ; la contestation — plus libérale que socialiste ou social-démocrate — du système dominant est portée, dans la région nord, par le PAN (Parti d'Action Nationale) qui canalise des réseaux de contestation aussi divers que ceux des grands entrepreneurs et ceux des populations appartenant aux quartiers les plus populaires ; ce parti dispose actuellement d'une base sociale importante dans les Etats frontaliers de Basse Californie et du Chihuahua ; de fait, afin de s'adapter aux nouvelles aspirations politiques et de conserver le pouvoir, le PRI s'est lui-même modernisé en reprenant à son compte la politique "libérale" revendiquée par le PAN.

Les changements perceptibles à la frontière Nord du Mexique ne sont pourtant pas d'une radicalité qui impliquerait un bouleversement complet des sociétés concernées. Certaines forces d'inertie sont à l'oeuvre ; le consensus n'est pas unanime dans l'acceptation de l'ouverture politique et économique. C'est ainsi que continuent à fonctionner certaines méthodes d'action et à s'exprimer des discours de légitimation qui ont jusqu'à présent permis la reproduction du pouvoir ainsi qu'une pacification des rapports sociaux par un savant dosage du partage des pouvoirs et des richesses entre le niveau local et le niveau fédéral. Le PRI n'étant pas un parti monolithique, de nombreux caciques locaux et responsables politiques de haut rang ne sont pas prêts à renoncer à des privilèges et à des méthodes de domination grâce auxquels ils ont bâti leur fortune et leur pouvoir ; cette résistance qui se manifeste par un usage permanent de la corruption et de l'exercice clientéliste du pouvoir peut remettre en question le processus d'ouverture politique engagé ainsi que certaines réorientations visant à plus de respect des droits de l'homme — et donc à un renforcement de l'Etat de droit.

Problématique

Une interprétation hâtive pourrait conduire à penser que le trafic de drogue représente une inversion des rapports géopolitiques traditionnels puisque, à travers le produit et son commerce, **le Nord devient dépendant du Sud**, ne parvenant jamais à contrôler ni la production, ni la circulation, ni la transformation, ni la commercialisation de cette culture frappée d'interdit et qui semble se régénérer au fur et à mesure des "prises" policières ; **au Sud, les bénéfiques ; au Nord, les coûts sociaux** qui imposent la définition d'un cadre juridique et moral, ainsi que la mise en oeuvre de politiques de la santé et de stratégies policières. Cependant, en y

¹ Les groupes qui contrôlent le PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel) dirigent le pays depuis la Révolution de 1919.

regardant de plus près, on s'aperçoit que les effets de ce commerce dévoilent une toute autre réalité : d'une part, une partie importante des bénéfices réalisés par les trafiquants du Sud sont blanchis et réinvestis au sein de l'appareil financier et productif des pays du Nord ; d'autre part, les pays du Sud sont eux-mêmes impliqués, à travers une part de plus en plus importantes de leurs jeunes générations, dans la consommation des drogues qu'ils produisent ; de plus, **de par ses multiples causes et effets, la drogue pose un problème de société : elle cristallise les exclusions sociales, elle permet que prospère une économie souterraine intégrée, elle peut déboucher sur la constitution de sociétés parallèles, et elle accroît la vulnérabilité du pouvoir politique institué.**

Au moment où s'ouvre le grand marché nord-américain, une analyse croisant les structures politiques et les modes marginaux de socialisation ou de constitution de nouveaux pôles de pouvoir, de domination ou d'influence, et appliquée à un territoire frontalier (d'un pays qui est lui-même sur la ligne de partage Nord/Sud), nous paraît pertinente et opportune ; elle doit nous permettre de comprendre comment ce territoire (dont la culture si particulière se superpose à des structures sociales qui caractérisent l'ensemble de la nation mexicaine), traditionnellement prospère grâce à la contrebande, aux exportations et à l'installation d'usines étrangères, va adapter son commerce ainsi que ses activités licites ou illicites, à la nouvelle donne géopolitique. Nous tentons de répondre à diverses questions qui mettent en relief **le sens de ce processus de changement, et les résistances qu'il suscite** ; les interrogations suivantes sont au centre de notre recherche :

- comment une corruption originaire de la marge du système peut-elle s'insinuer dans **les réseaux clientélistes traditionnels** et comment s'opère le partage des bénéfices ainsi produits ?

- quels sont les réseaux locaux — liés ou non aux réseaux traditionnels de corruption auxquels ils se grefferaient — utilisés par les nouveaux acteurs issus des marges du système, et qui leur permettent de bénéficier des **protections** nécessaires au recyclage local des bénéfices réalisés à partir de l'activité illégale du trafic de drogue ? quels sont donc les **acteurs traditionnels** (représentants politiques, entrepreneurs, fonctionnaires publics, caciques locaux...) impliqués dans cette nouvelle relation et qui sont soumis au régime de protection et d'allégeance ?

- quels sont les **enjeux**, et donc les **bénéfices escomptés**, au niveau local, du trafic et du recyclage de l'argent de la drogue (positionnement sur l'échiquier politique, promotion sociale, enrichissement personnel, conquêtes de marchés, sauvetage d'entreprises déficitaires, amélioration des conditions de vie et de consommation, reprise des activités commerciales, financement et distribution des services urbains...) ?

- comment le système traditionnel de corruption se distingue-t-il du nouveau système d'intégration par la marge ? assiste-t-on à un **partage du marché, du territoire et des clientèles** entre les activités liées à ces deux systèmes d'action, ou sont-ils hermétiquement dissociés ? existe-t-il des **connections** qui permettent aux nouveaux acteurs issus des marges, de participer à la capitalisation de certaines branches industrielles traditionnelles ou à la recapitalisation de secteurs touchés par la crise économiques (comme l'immobilier, la restauration, le commerce...) ? et dans ce cas, quels sont les **acteurs intermédiaires** (avocats, notaires, banquiers, hommes politiques...) qui assurent le relais entre les deux systèmes d'action ?

- le système clientéliste traditionnel est-il en crise, ne permettant plus une **intégration sociale** compatible avec une pacification des rapports sociaux ? quelles sont les **règles internes** des deux systèmes d'intégration (le clientéliste traditionnel et le clientéliste marginal) ? quels sont leurs effets sur les **modes de socialisation** ?

En effet, pour compenser la perte de ressources provoquée par l'abandon des politiques économiques protectionnistes, l'Etat mexicain compte notamment sur une réforme fiscale (jusqu'à présent timide car il ne faut pas décourager les entrepreneurs et contrarier le mouvement de retour des capitaux "évadés"), sur les crédits de la Banque Mondiale et des autres organismes internationaux, mais également sur une appropriation des biens et capitaux saisis aux trafiquants de drogue. L'Etat se trouve donc en mesure de blanchir légalement l'argent de la drogue, et d'en retirer d'énormes bénéfices ; ce processus va-t-il consister en un **partage de la rente** avec les trafiquants (par un consensus transcendant les frontières de la légalité) ou dégénérer en un conflit ouvert, pour le **contrôle exclusif des bénéfices**, entre d'un côté la police et l'armée, et de l'autre les trafiquants, leurs hommes de main, leurs milices et leur base sociale¹ ? Les autorités gouvernementales mexicaines semblent jouer sur les deux stratégies — soit alternativement, soit simultanément — selon que le contexte national ou international imposera le choix stratégique qui garantira le maximum de légitimité pour reproduire le pouvoir établi. Mais il reste à analyser ce qui se passe réellement au niveau local où s'opèrent, traditionnellement, toutes sortes de compromis et de compromissions qui éclairent les choix stratégiques décidés au niveau central, et permettent de comprendre comment s'exerce (en se diffusant, en se divisant ou en se bloquant) le pouvoir.

¹ Il faut noter à ce sujet que les organismes internationaux, sous la pression des autorités américaines et européennes, conditionnent leurs prêts à une lutte efficace des Etats producteurs ou distributeurs contre le narco-trafic (les aides bilatérales sont soumises de plus en plus au même critère) ; un savant calcul doit donc agiter les représentants des Etats concernés pour savoir s'ils peuvent se priver complètement ou partiellement des revenus de la drogue, et si les pertes subies seront compensées par l'aide internationale ; tel est l'objet des négociations entre les deux parties, ou l'ambiance oscille entre la persuasion, le chantage feutré et les comptabilités macabres.

Objectifs

Dans la région Nord du Mexique, une part non négligeable de l'économie souterraine est donc constituée par un secteur productif qui dégage d'importants bénéfices : la culture et le trafic de drogue. Dans le cadre de cette recherche, nous avons ainsi pour principaux objectifs :

- de démontrer les mécanismes à travers lesquels "une corruption institutionnalisée" permet à cette activité illégale de se développer et de s'adapter à la conjoncture internationale ;
- ensuite, d'étudier les manifestations de violence (délinquance, répression policière), les abus d'autorité et les entraves au respect des droits de l'homme qui sont générés par cette activité très lucrative dans les régions frontalières ;
- enfin, de mesurer la légitimité sociale et politique retirée de ces activités par les acteurs de l'économie souterraine intégrée.

Dans une deuxième partie de notre travail, et en partant de l'hypothèse que toute crise sociale engendre des mutations culturelles qui, elles-mêmes imposent des transformations du système politique (c'est-à-dire une redistribution des alliances de pouvoir ainsi qu'un changement dans les méthodes de conquête du pouvoir), nous cherchons à savoir si la corruption traditionnelle instituée sur la base de systèmes culturels clientélistes, récupérée par un système politique de parti unique (ou de parti dominant comme au Mexique), constitue un *terreau favorable*¹ à une **perversion du système** et au développement d'**organisations (sociale et politique) de type mafieux**.

Parallèlement, nous avons pour objectif de comprendre comment **une alternance politique** mettant en scène de nouveaux représentants du pouvoir local², peut déboucher — malgré la pesanteur d'**habitudes culturelles et structurelles** caractérisant l'ensemble des pratiques et des stratégies sociales — sur un mode différent d'exercice du pouvoir. La légitimité politique des nouveaux gouvernants (acquise à travers des élections libres) leur permettra-t-elle de remettre en question les relations corruptrices traditionnelles et de lutter efficacement contre les pratiques de trafic de drogue et de blanchiment des bénéfices réalisés à partir de ce trafic ? En effet, le trafic de drogue constitue, potentiellement, un frein au processus de démocratisation du système politique mexicain car ce trafic pourrait générer un déchaînement de violence sociale, un recours à l'arbitraire de la part des autorités, et donc une perte de légitimité du pouvoir politique ; par conséquent, la tolérance dont font preuve les

¹ Dans un contexte de sous-développement chronique et de crise économique, mais où les richesses (naturelles ou liées au potentiel industriel et à la spéculation) produites et accumulées sont importantes.

² Non issus du parti traditionnel dominant, puisque le Pan (Parti d'Action National, développant une idéologie libérale populiste) a conquis en 1992 le gouvernement de l'Etat du Chihuahua ainsi que de nombreuses municipalités (dont celle de la ville frontalière de Ciudad Juárez).

autorités à l'égard du trafic, est liée à **un dosage ponctuel aléatoire** ; celui-ci engage le système politique dans son ensemble et tend à sacrifier l'objectif de pacification des rapports sociaux au profit de l'objectif de stabilité du système politique. Reste à savoir jusqu'à quel point la non-pacification des rapports sociaux ne risque pas de déboucher sur une remise en cause de la stabilité politique.

Dans un pays comme le Mexique — où la corruption, les trafics d'influence, les passe-droits, les faveurs, les dérogations à la Loi et les actes arbitraires d'autorité se sont développés sur la base des rapports clientélistes, jusqu'à constituer la structure du système de pouvoir et de gouvernement —, il est toujours possible (surtout sur le plan local et en période de récession économique ou de restructuration industrielle) que se trouve "déstabilisé" l'équilibre des relations entre l'Etat et la société ; deux causes pourraient donc générer une tension susceptible de déstructurer le système : un désaccord profond entre élites nationales et locales, ou un renversement d'alliance débouchant sur un accord captif entre élites (locales ou nationales) et acteurs de la marge. Dans un tel cas, on pourrait conclure que la mise en oeuvre d'un **processus constitutionnel de démocratisation** est une condition nécessaire et incontournable de sortie du sous-développement..., mais il n'est pas sûr que cela soit une condition suffisante pour enrayer la déstructuration du système politique et social consécutive à la prolifération du trafic de drogue. L'objectif ici recherché revient donc à *définir les procédures de l'articulation entre un Etat bureaucratique de Droit et un Etat clientéliste de passe-droit fondé sur une légitimité acquise par la délivrance de faveurs contre allégeance, par la pratique de la corruption, et sur une tolérance des transgressions à la Loi, dans la mesure où ces transgressions favorisent la reproduction du système de pouvoir ainsi que la poursuite de la domination par les élites établies.*

Hypothèses

Les répercussions sociales, politiques et économiques — au niveau local — du trafic de drogue et du recyclage de l'argent de la drogue, sont considérées ici comme **un prolongement des pratiques et des activités liées à la corruption**. Si la corruption ne débouche pas automatiquement sur le commerce de la drogue, par contre celui-ci ne peut s'organiser qu'en se greffant sur un milieu déjà pénétré par elle. Il paraît évident qu'un tel commerce — de par l'importance des moyens logistiques utilisés — suppose des alliances et des complicités qui seront d'abord recherchées au sein des pouvoirs locaux (maires, caciques, responsables d'administrations locales, banquiers locaux, commerçants...); c'est en s'appuyant sur les représentants de ces pouvoirs locaux que les acteurs de l'économie souterraine parviendront à intégrer leurs activités à l'économie officielle et seront en mesure d'acquérir une légitimité sociale leur permettant d'exercer une influence jusqu'au centre du système ; en

effet, c'est seulement au centre que peuvent être puisées les protections et les faveurs nécessaires — contre de fortes rétributions rendues possibles par le volume des profits réalisés — pour engager un commerce transnational.

A l'intérieur de ce cadre théorique, notre travail de terrain nous amène à travailler sur certaines hypothèses :

- Les activités de culture et de trafic de drogue sont gérées comme un commerce traditionnel de type "contrebande" ; elles utilisent les moyens de *corruption des autorités* (permettant de bénéficier de la protection nécessaire à la poursuite des activités illégales), d'*usage de la violence* (en dernier recours et à condition que celle-ci ne remette pas en cause l'équilibre et le partage des pouvoirs) et de *redistribution d'une partie des bénéfices* (afin d'acquérir une légitimité sociale).

- le développement des activités liées au trafic de drogue et à la culture des plantes illicites, ne peut s'opérer sur une grande échelle sans la complicité des autorités locales et nationales, à plus fortes raisons lorsqu'il se perpétue impunément sur des centaines d'hectares et qu'il mobilise des dizaines de personnes appartenant à tous les milieux socio-économiques ; pour ce faire, les narco-trafiquants greffent leurs méthodes de pénétration du système sur les structures établies que sont le *caciquisme* et le *clientélisme*.

- Les trafiquants de drogue acquièrent dès lors, une légitimité sociale qui se transforme progressivement en reconnaissance politique ; les anciens caciques, en devenant les "obligés" des trafiquants, changent de statut : d'*acteurs-pivôts*, ils se transforment en *acteurs-relais* dépendants de leur nouvelle source de redistribution ; les trafiquants deviennent alors les nouveaux acteurs-pivôts.

- La reconnaissance politique des trafiquants de drogue ne peut cependant pas dépasser les limites du local sans risquer de provoquer des tensions susceptibles de remettre en cause le système global de *pacification des rapports sociaux*, ou même la *stabilité politique* de la nation ; de fait, le lien entre les activités marginales et le système officiel est géré par un double pacte de **collaboration** et de **non-ingérence** : chacun conserve les fonctions liées à son statut sans chercher à déborder sur le pouvoir de l'autre ; la poursuite des activités est conditionnée par le laisser-faire de la part de l'Etat, et la redistribution d'une partie de leurs bénéfices par les trafiquants de drogue ; la non-immixtion directe des trafiquants dans les affaires politiques ou économiques (à part certains secteurs bien ciblés comme le commerce, la restauration, l'hôtellerie, les jeux, et certains autres services) est le fondement de l'**intégration** des activités illégales.

- Cette intégration ne procède pas, au Mexique, d'une pénétration du système au niveau central, par les acteurs de la marge ; si ces derniers peuvent bénéficier d'une reconnaissance qui assure leur légitimité au niveau local, leur objectif n'est pas de conquérir le centre du système, ce qui reviendrait à dévier ce dernier vers une tendance mafieuse ; or, le système mexicain d'intégration politique, économique et sociale s'oppose et résiste à cette évolution mafieuse.

- Il existe un partage du territoire national entre les différents clans qui contrôlent la production intensive et la circulation à grande échelle des marchandises illicites ; les grands trafiquants (les "patrons-parrains") contrôlent leurs territoires respectifs avec la complicité des autorités locales et nationales ; il ne semble pas exister de cartel, les ententes se faisant au coup par coup, sur la base d'une renégociation permanente entre les différents clans, pour se partager les territoires et monter les affaires quand elles se présentent ; les petits producteurs ou les petits trafiquants indépendants doivent se soumettre au système de sous-traitance, sinon ils sont arrêtés.

- La guerre des clans peut être provoquée par des renversements d'alliance (l'Etat décidant de favoriser un clan au détriment d'un autre), un changement de politique (une lutte frontale sélective décidée unilatéralement par l'Etat sous la pression internationale, par exemple) ou des velléités de monopole de la part d'un clan (le monopole d'une filière, d'une route de trafic ou d'une nouvelle drogue comme l'héroïne qui tend à concurrencer la cocaïne sur le marché nord-américain).

- La limite de la collaboration est fixée par la capacité à contrôler les tensions qui sont générées ; une guerre ouverte (entre clans ou entre ces derniers et l'Etat) peut non seulement déstabiliser localement les rapports de pouvoir, mais également provoquer une crise du système politique à l'échelle nationale.

Méthode

Nous abordons le trafic de drogue en nous différenciant des travaux journalistiques, policiers ou judiciaires qui sont justifiés par la **dénonciation** des trafiquants et de leurs pratiques. Notre travail de recherche relève du domaine de la sociologie politique ; il consiste, non pas nous intéresser aux faits divers qui alimentent la chronique des affaires quotidiennes, mais plutôt à nous fonder sur une analyse du système politique afin de repérer à partir de quelles failles du système peuvent se développer les activités de trafic de drogue ; à partir de quelle culture politique sont actualisées et récupérées les pratiques du clientélisme et du caciquisme ; comment les rapports locaux de pouvoir et l'Etat central lui-même se définissent et se transforment par l'action tolérée de ces acteurs de la marge ; comment les appareils juridique et

bureaucratique sont devenus perméables à l'action de ces acteurs ; et surtout comment les structures de l'Etat — constitué sur la base d'une histoire et d'un exercice spécifique du pouvoir — permettent une appropriation privée de la chose publique qui favorise l'intégration des activités illégales.

Nous ne nous intéressons donc pas aux trafiquants de drogue en tant qu'individus, mais aux structures qu'ils ont élaborées et aux systèmes qu'ils représentent, qu'ils remettent en cause, qu'ils réorientent, à travers le pouvoir qu'ils exercent et les alliances qui leur permettent de reproduire ce pouvoir. Nous fondons notre analyse sur le choix de cinq structures actives et interdépendantes (politiquement et territorialement) de pouvoir, de domination et de socialisation : **la famille** (sur un territoire local restreint), **le clan** (sur un territoire local étendu), **l'ethnie** (sur un territoire régional), **l'Etat** (sur le territoire national) et **l'entreprise** (sur un territoire multinational).

Notre méthode se fonde principalement sur des entretiens directs, l'analyse documentaire et le dépouillement de la presse. Nous sélectionnons des études de cas qui nous paraissent caractéristiques et nous les resituons dans la perspective de notre problématique.

Parallèlement, nous recensons les principaux acteurs qui sont impliqués dans les actions de trafic de drogue ou de lutte contre ce trafic, en essayant d'éclairer les stratégies de cinq groupes d'acteurs :

- **les acteurs-pivots institutionnels** qui bénéficient du trafic (hommes politiques d'envergure nationale, banquiers, responsables d'administrations centrale comme la police ou l'armée...);

- **les acteurs-entrepreneurs** qui contrôlent le trafic et pour lesquels nous avons établi une typologie, en utilisant les critères du **type d'entreprise** (familiales, multinationales, de sous-traitance), du **type d'alliance** (contrats ponctuels ou alliances durables) avec d'autres acteurs, du **type d'aire d'influence et d'intervention** (locale, régionale, internationale), du **type de couverture**, de la **forme de coercition utilisée** (violence, imposition de la consommation de drogue, chantage, narco-terrorisme...), du **mode de rétribution** (salaire, service rendu, développement local...), du **type de réinvestissement des profits réalisés** (dans des activités productives légales, dans des biens ostentatoires...), du **type de rapports noués avec la concurrence** (complémentarité dans la production et l'acheminement des marchandises, guerres des clans, partage du territoire...);

- **les acteurs-relais** qui participent au trafic en assurant sa protection et qui sont potentiellement bénéficiaires ou instigateurs de corruption (avocats,

juges, policiers, douaniers, hommes politiques, notables ou caciques locaux...);

- **les acteurs-dénonciateurs** qui interfèrent sur le développement des entreprises concernées (agents anti-narcos, associations de défense des droits de l'homme, mouvements sociaux organisés, journalistes, ONG...);

- **les groupes qui forment la clientèle "de base" des entrepreneurs** (paysans cultivateurs, hommes de main, employés occasionnels ou permanents, personnel qui transite la marchandise...); dans cette catégorie sociale, nous privilégierons **les migrants de la deuxième génération**; refusant d'adhérer au mimétisme issu du modèle socio-culturel dominant¹, se sentant incapables d'accéder à un statut social supérieur à cause d'un manque de formation et d'une absence de possibilités de promotion professionnelle, ils adoptent donc des comportements et des conduites à travers lesquels ils manifestent leur désir de *gagner le plus possible dans le moins de temps possible, ou alors ne rien faire.*

Enfin, nous avons établi une typologie des différents acteurs contrôlant le commerce de la drogue. Existents différents **types de narco-trafiquants**, parmi lesquels :

- **le narco toujours en activité**, libre de ses mouvements et vivant dans une semi-clandestinité ;

- **le narco retiré des affaires**, rentier, intégré socialement ;

- **le narco reconverti** dans d'autres secteurs d'activité ;

- **le narco incarcéré**, toujours en activité, et profitant de son séjour en prison pour continuer à contrôler ses affaires (par l'intermédiaire de complices en liberté) et éventuellement les faire prospérer en utilisant des alliances qu'il pourra nouer avec d'autres narco-trafiquants au sein d'un établissement pénitencier ;

- **le narco des campagnes**, cacique local redouté ;

- **le narco des villes**, invisible (sans introduction) et au train de vie soit ostentatoire, soit discret ;

- **le narco institutionnel**, notable reconnu, jouant de sa duplicité (il peut appartenir aux corps des politiciens professionnels, des hauts fonctionnaires de la police, des douanes ou des hauts gradés de l'armée) pour prendre une part active dans le contrôle de la production ou du trafic ;

- **le narco prête-nom** qui appartient au cercle des amis ou au clan familial d'un narco actif dont il est le complice pour recycler les bénéfices illicites tout en ne participant pas directement au processus de production et de vente ;

¹ Ce modèle, qui avait justifié la migration de leurs parents, définit le travail comme valeur et pratique d'intégration sociale, mais aussi comme le fondement d'un système productif devant contribuer au développement de l'ensemble de la société.

- **le narco technicien**, employé d'un narco actif et qui a en charge une partie du processus de transformation (chimistes), de transport (entrepreneurs de compagnies de transport, chauffeurs, pilotes d'avion...), de protection (hommes de main) ou de recyclage des bénéfiques (banquiers, agents immobiliers...).

Au sein du groupe des **narco-trafiqants en activité**, différents groupes composent la profession :

- **le narco indépendant** qui contrôle la production, l'acheminement à la frontière et dispose de contacts pour l'écoulement de la marchandise ; son organisation s'appuie sur des réseaux familiaux et/ou villageois ;

- **le narco "capo"**, parrain d'une organisation structurée, hiérarchisée, importante (numériquement, en moyens technologiques et en puissance d'armement), et qui règne sur un vaste territoire ;

- **le narco sous-traitant du "capo"**, qui travaille sur un territoire donné ou contrôle une partie du processus de production / transformation / distribution.

Deux types de narcos sont identifiables quant aux méthodes d'intervention utilisées :

- **le narco brutal** qui compose la classe la plus nombreuse et qui fait régner la terreur autour de lui en usant de la violence comme forme privilégiée de domination ;

- **le narco pacifique** qui fonde ses relations commerciales sur de discrets rapports de confiance mutuels entretenus avec ses partenaires et qui utilise en priorité la corruption (c'est-à-dire la création d'intérêts partagés) comme moyen de persuasion, de constitution de réseaux illégaux et de pénétration des marchés.

Concernant **la taille de leurs entreprises**, on peut distinguer :

- **le petit narco paysan** qui obtient un complément de revenus en produisant — et en vendant à un tiers ou en utilisant son propre réseau familial pour commercialiser sa marchandise — une culture illicite sur son exploitation ; il est indépendant, réfractaire au partage des profits, ne bénéficie d'aucune protection officielle et n'est pas intégré dans une association avec d'autres groupes plus puissants ; de ce fait il est vulnérable et souvent persécuté par les organismes officiels de répression ainsi que par les organisations illégales constituées ;

- **le moyen narco commerçant** qui contrôle la culture sur un territoire étendu mais limité à l'échelle locale de production (le noyau de production qui est constitué par le village et ses environs, comprend les terres du narco ainsi que celles d'autres personnes membres de la même communauté villageoise) ; il est un cacique local, bénéficie de la protection des autorités locales ainsi que du soutien des organisations illégales plus puissantes dont il est le sous-traitant pour la vente et la commercialisation de sa production ;

- **le narco entrepreneur** dont les activités légales ont pignon sur rue et qui — à l'occasion ou plus fréquemment selon ses besoins de trésorerie ou le chantage auquel il peut être soumis de la part des narcos puissants — fournit certains moyens logistiques à l'acheminement de la drogue ; il s'agit notamment d'entrepreneurs dont les activités concernent le secteur des compagnies de transport (aérien ou terrestre, de marchandises ou de voyageurs) ; ses activités légales lui ont permis de maîtriser les mécanismes de corruption des autorités officielles (service des douanes, police, administration fiscale) afin de pratiquer la fraude, les fausses déclarations d'impôt ou l'évasion de capitaux ; sa connaissance et sa pratique de la corruption tolérée en font une couverture idéale pour le développement d'activités illégales auxquelles il prête son savoir-faire, son influence et les moyens matériels dont il dispose ;

- **le grand narco patron** qui contrôle la production à une échelle régionale, nationale ou internationale et qui est souvent associé ("socio") avec des narcos andins ; leur contrat d'association porte autant sur l'acheminement de la drogue aux Etats-Unis (en ce sens, le narco mexicain jouit d'une rente géographique de situation car son territoire est un des passages obligé du transport de la drogue à travers la frontière américaine) que sur le blanchiment des bénéfices ; importateur, exportateur, le grand narco peut également disposer de laboratoires pour transformer la marchandise qu'il produit ou qu'il reçoit ; il peut en outre effectuer des échanges à l'échelle internationale (cocaïne colombienne contre héroïne pakistanaise) afin de diversifier ses sources d'approvisionnement et de créer de nouvelles dépendances à la consommation ; il contrôle le blanchiment dans les circuits financiers internationaux et il est expert en corruption ; bref, si ce n'est le type de produit commercialisé et l'origine illégale de son capital, son entreprise possède toutes les caractéristiques d'une multinationale (disposant de toutes les protections politiques, judiciaires, policières et militaires nécessaires) ; il faut en outre signaler que l'internationalisation du procès de production concerne jusqu'à la culture de la drogue puisque certains trafiquants colombiens, à travers l'utilisation de prête-noms nationaux, sont propriétaires fonciers et cultivent les plantes illicites sur le territoire mexicain.

Thématique et principaux documents réalisés ou en cours

Le cadre de la présente recherche concerne la culture (**production**) et le trafic (**circulation**) de drogue, du niveau local au niveau national ; la recherche n'aborde ni le champ de la **consommation**, ni celui de la **distribution** liée à la consommation, ni le problème des rapports internationaux qui découle du trafic. Elle se situe à un niveau socio-politique et elle ne traite que secondairement le problème économique du **blanchiment** des bénéfices réalisés à partir de cette activité. A l'intérieur de ce cadre thématique, divers documents ont été réalisés ou sont prévus, parmi lesquels :

- "**Organisation sociale et Politique du Logement : la ville de Chihuahua à la frontière Nord du Mexique**", contribution au colloque CREDAL / ORSTOM du 9 et 10 novembre 1993 consacré à "la Frontière Mexique-Etats-Unis : mutations économiques, sociales et territoriales", novembre 1993, 22 p.
- "**Enjeux politiques et sociaux d'une culture de frontière au Nord du Mexique**", contribution à la table ronde des "jeudis de Bondy" de l'ORSTOM du 25 novembre 1993 consacrée à "la mégapolisation du monde et la diversité citadine : le cas de la ville de Los Angeles", novembre 1993, 4 p.
- "**Eclatement des cultures, économie de rente et crise des modèles traditionnels d'intégration sociale par delà les divisions Nord/Sud**", contribution aux journées du GEMDEV (29 novembre 1993) et publication dans *Cahiers de la GEMDEV*, cahier n° 21, 12 p.
- "**La culture clientéliste comme perversion de la démocratisation du système politique mexicain**", contribution au colloque du GREITD consacré à "l'Etat et le Marché en Amérique Latine : nouvelles lignes de partage, nouvelles interactions", Chantilly, 9-10 décembre 1993, 20 p.
- "**Le Pouvoir Clientéliste Local : un canal de redistribution nécessaire ou un blocage des changements démocratiques (le cas de l'intégration sociale par l'économie souterraine de la drogue au Mexique)**", contribution au congrès des américanistes à Stockholm du 4 au 7 juillet 1994, 36 p.
- "**La Culture de la Marge : nouvelle forme d'intégration sociale ? (réflexions à partir du cas nord-mexicain)**", contribution au séminaire préparatoire du Sommet Mondial de Copenhague sur le développement social organisé par l'ORSTOM et le Ministère des Affaires Etrangères sur le thème "le développement peut-il être social ?", Royaumont, 9/11 janvier 1995, 30 p.
- "**Le rôle des acteurs politiques, économiques et sociaux face à l'enjeu de recomposition territoriale dans l'Etat du Chihuahua (Mexique)**", première contribution prévue à la rédaction d'un ouvrage collectif à paraître en 1995.
- "**Les nouvelles formes du clientélisme face à l'émergence des activités souterraines intégrées dans l'Etat du Chihuahua (Mexique)**", deuxième contribution prévue à la rédaction d'un ouvrage collectif à paraître en 1995.
- "**La narco-architecture : à la marge de l'utopie ou expression d'une utopie de la marge ? (réflexions à partir du cas mexicain)**", communication prévue pour le colloque de Toulouse (sept. 1995) consacré au *lieux de pouvoir et pouvoir du lieu dans les Amériques*.
- dans le cadre du séminaire de l'A.S.P., le 18 juin 1992, présentation d'un exposé intitulé "**entrepreneurs et entreprises du Chihuahua en période électorale**".
- communication au séminaire de recherche "Institutions et Innovations" organisé par l'UR 5D "Politiques, Savoirs et Innovations" (ORSTOM, département SUD), le 27 janvier 1993, intitulée "**La recomposition des partis politiques : la démocratie en question (comparaisons à partir du Mexique)**".

Bibliographie générale

Les recherches concernant le trafic de drogue au Mexique, du niveau local au niveau national, sont quasiment inexistantes ; *la loi du silence* s'impose aux chercheurs parce qu'un tel objet, appliqué au contexte mexicain, revient inévitablement à aborder les modes d'exercice du pouvoir, soit que celui-ci collabore avec la puissance des trafiquants, soit qu'il est limité par cette dernière. Différentes barrières s'imposent donc, aux niveaux local et institutionnel qui contraignent les chercheurs à l'autocensure. Les quelques chercheurs locaux (à de rares exceptions près) qui travaillent sur cette question, le font dans une optique macro-économique ou macro-politique, mais sans aborder la question de l'ancrage politique local des trafiquants de drogue et les implications qui en découlent sur la transformation des modes d'exercice du pouvoir et des formes de socialisation. Au Mexique, cette question est simplement traitée dans une optique journalistique lorsque certains faits divers défrayent l'actualité. Sinon, les principales recherches concernant le trafic de drogue au Mexique, sont réalisées par les équipes de certaines universités américaines à partir des documents officiels provenant des différents organismes gouvernementaux chargés de la lutte contre le trafic de drogue (DEA aux Etats-Unis, PGR au Mexique et INTERPOL au niveau international) ; une telle source d'information est forcément orientée et limitée. Les principaux documents disponibles concernant la question du trafic de drogue au Mexique sont énumérés ci-après :

- Ouvrages :

- Aguayo (S.) et Bagley (B.M.), *En Busca de la Seguridad perdida : aproximaciones a la seguridad nacional mexicana*, México, Siglo XXI, 1990.
- Aziz Nassif (A.), *Chihuahua : historia de una alternativa*, Mexico, Ediciones Amega, 1994.
- Camp (R. AI), *Generales in the Palace*, Oxford University Press, 1992.
- Collectif, *Economía y Política del Narcotráfico*, cf. Lupsha (P. A.), *El Tráfico de Drogas : México y Colombia. Una perspectiva comparada*, Bogotá, Fondo Editorial CERE, 1990.
- Collectif, *Etat des Drogues, Drogue des Etats*, Observatoire Géopolitique des Drogues, Paris, Hachette / Pluriel, 1994.
- Collectif, sous la direction de GONZALEZ (G.) et TIENDA (M.), *México y Estados Unidos en la cadena internacional del narcotráfico*, cf. Ruiz-Cabanas (M.), *La oferta de drogas ilícitas hacia Estados Unidos : el papel fluctuante de México*, Mexico, FCE, 1989.
- Collectif, *The Drug Connection in U.S.-mexican Relations*, cf. Craig (R.), *U.S. Narcotics Policy toward Mexico : consequences for the bilateral Relationship*, San Diego, Center for U.S. Mexican Studies, University of California, 1989.
- Collectif, *War on Drugs : studies in the failure of U.S. narcotics policy*, cf. ch. 7 : Lupsha (P. A.), *Drug Lords and Narco-Corruption : the players change but the game continues*, Westview Press, 1992.
- Garcia Ramirez (S.), *Narcotráfico : un punto de vista mexicano*, México, Porrúa, 1989.

Hernandez (R.), *Zorilla : el imperio del crimen*, México D.F., editorial Planeta, 1989.

Johns (C. J.), *Power, Ideology and the War on Drugs : nothing succeeds like failure*, New York, Praeger, 1992.

Kindelberger (C. P.), *A Historical Perspective*, in CAPITAL FLIGHT AND THIRD WORLD DEBT, Institute for International Economics, Washington D.C., 1987.

Nadelmann (E. A.), *Cops across Borders : the internationalization of U.S. criminal law enforcement*, University Park, the Pennsylvania State University Press, 1993.

Noe Torres (O.), *México y los Estados Unidos ante el Problema del Narcotráfico*, Centro Latinoamericano de Estudios Estratégicos A.C., México D.F., 1988.

Poppa (T. E.), *Drug Lord : the life and death of a mexican kingpin*, New York, Pharos Books, 1990.

Saulou (M.) et Le Boniec (Y.), *A qui profite la Cocaïne ?*, Paris, Calmann-Lévy, 1992.

Shannon (E.), *Desperados : latin drug lords, US lawmen and the war america can't win*, New York, Viking Press, 1988.

Walker III (W. O.), *Drug Control in the Americas*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 1989.

- Revues spécialisées :

Castro Réa (J.), Ducatzenzeiler (G.) et Faucher (P.), *La tentacion populista : Argentina, Brasil, México y Peru*, in FORO INTERNACIONAL, XXXI, 2, México, 1990.

Chabat (J.), *Mexico's Foreign Policy in 1990 : electoral sovereignty and integration with the United States*, in JOURNAL OF INTERAMERICAN STUDIES AND WORLD AFFAIRS, Institute of Interamerican Studies, University of Miami, vol. 33, n° 4, 1991.

Gonzalez (G.), *El problema del Narcotráfico en el Contexto de la Relación entre México y Estados Unidos*, in CARTA DE POLITICA EXTERIOR MEXICANA, CIDE, México, año V, n° 2-3, abril-septiembre 1985.

Lupsha (P. A.), *Drug trafficking : Mexico and Colombia in comparative perspective*, in JOURNAL OF INTERNATIONAL AFFAIRS, 35, 1981.

Reuter (P.) et Ronfeldt (D.), *Quest for Integrity : the Mexican-US Drug Issue in the 1980's*, in JOURNAL OF INTERAMERICAN STUDIES AND WORLD AFFAIRS, Vol. 34, n° 3, Institute of Interamerican Studies, University of Miami, 1992.

Salazar (L. S.), *El Narcotráfico en las Relaciones interamericanas : una aproximación estructural*, in CUADERNOS DE NUESTRA AMERICA, 4, 1987.

- Rapports :

Astorga (A.), *L.A. : entre goma, hierba, polvo, plata y plomo*, Mexico, IIS/UNAM, s.d.

Chabat (J.), *Drug Trafficking in the U.S.-Mexico Relationship : what you see is what you get*, multigr., 30 p., 1992.

Cochet (H.), *Cannabis et Pavot : essor des cultures illicites et spécialisation régionale (un exemple en Sierra Madre del Sur au Mexique)*, multigr., 17 p., 1990.

Departamento de Estudios de Norteamérica, *Politica Comercial y Antidrogas en la Frontera Sur de Estados Unidos*, Tijuana, 1993.

Organe international de contrôle des stupéfiants, *rapports 1989 et 1990*, Nations-Unis, Vienne, 1990 et 1991.

Procuraduría General de la Republica, *El Control de Drogas en México : Programa Nacional 1989-1994 (Evaluación y Seguimiento)*, México, 1992.

US department of state, *International Narcotics Control Strategy Report*, Bureau of International Narcotics Matters (BINM), Washington D.C., Department of State Publication, march 1991, march 1992, april 1993.

US department of state Dispatch, *Fact Sheet : US economic, military and counter-narcotics program assistance*, march 2, 1992.

US Congress, *US Narcotics Control Programs in Peru, Bolivia, Colombia and Mexico : an update, House report of a staff study mission to Peru, Colombia and Mexico*, november 19 to december 18, 1988 to the Committee on Foreign Affairs, One hundred first Congress, first session, Washington D.C., US Government Printing Office, 1989.

US General Accounting Office. *Drug Control : how drug-consuming nations are organized for the war on drugs*, GAO/NSIAD-90-133, 1990.

Drug Control : revised drug interdiction approach is needed in Mexico, GAO/NSIAD-93-152, 1993.

Villar (S. I. del), *La Guerra contra las Drogas de E.U. : los derechos humanos y la corruption en México*, multigr. 85 p., El Colegio de México, décembre 1992.

White House (The), *National Drug Control Strategy*, U.S. Government Printing Office, Washington D.C., septembre 1989.

- *Nacional Drug Control Strategy : a nation responds to drug use*, U.S. Government Printing Office, Washington D.C., janvier 1992 (a).

- *Nacional Drug Control Strategy : a nation responds to drug use*, U.S. Government Printing Office, Washington D.C., janvier 1992 (b).

- *Nacional Drug Control Strategy : reclaiming our communities from drugs and violence*, U.S. Government Printing Office, Washington D.C., mars 1993.

World Report 1990, *Human Rights Watch*, New York, février 1991.

Principaux partenaires locaux ou français :

- En France : avec l'ORSTOM et les chercheurs qui participent à l'ASP "frontière Nord du Mexique", ainsi qu'avec les chercheurs membres du GP 54D (et particulièrement Christian Geffray qui développe une recherche sur le thème de la drogue au Brésil) ; également, avec nos partenaires du CREDAL / IHEAL et notamment Hélène Rivière d'Arc, Jean Revel Mouroz, Marie-Eugénie Cosio et Alain Vanneph avec qui nous

sommes directement associés pour les deux recherches sur le Nord Mexique ; enfin, avec les chercheurs du GREIDT ((Groupe de Recherches sur l'Etat, l'Internationalisation des Techniques et le Développement), et notamment Bruno Lautier, Pierre Salama, Jean Cartier-Bresson et Pierre Kopp.

- Au Mexique : avec la Universidad de Guadalajara - et notamment Eduardo Lopez Moreno ainsi que Jaime Preciado qui participent à l'ASP "frontière" en tant que chercheurs locaux -, et Esteban Warrío de la même Universidad de Guadalajara ; avec le Colegio de Mexico et notamment Carlos Alba Vega et Ilan Bizberg à qui nous sommes associés pour l'étude de l'infléchissement des pouvoirs locaux sous la pression des stratégies développées par les industriels de la ville de Chihuahua ; et enfin avec Jorge Chabat chercheur du CIDE (Centro de Investigación y de Docencia Económicas A.C.).